VERVIERS - POLITIQUE

Pas de débat pour la présidence du PS, Loffet réplique

Il répond aux attaques de Claude Klenkenberg

Qui d'Alexandre Loffet ou Claude Klenkenberg prendra la présidence du PS pour l'arrondissement ? © Montage SP

C'est ce samedi que les militants du Parti Socialiste seront amenés à voter pour élire le nouveau président de l'arrondissement verviétois. Mais ils n'auront pas droit à un débat entre les deux candidats, Claude Klenkenberg et Alexandre Loffet. Ce dernier en aurait aimé un et regrette qu'il n'y en ait pas, il en profite pour régler quelques comptes avec son adversaire.

« Il ne m'a pas fait état de sa candidature », « c'est le candidat de Muriel Targnion », « j'attendais un retour de sa part (sur la perte de vitesse des USC, ndlr), mais je n'ai rien reçu ». Claude Klenkenberg, l'actuel président de la fédération du PS pour l'arrondissement verviétois a sorti la sulfateuse la semaine dernière au moment d'évoquer la candidature surprise de l'échevin verviétois Alexandre Loffet. Et ce dernier n'a pas hésité à répliquer, via les réseaux sociaux.

« J'aurais préféré qu'on débatte sur le fond, lors d'un vrai débat, mais ce n'est visiblement pas possible. Du coup, je dois bien me défendre sur ces attaques qui sont totalement fausses », expose Alexandre Loffet.

> ***« J'aurais préféré qu'on débatte du fond mais ce n'est pas possible »***
>
> Alexandre Loffet

« PAS DE DEMANDE DE DÉBAT »

Comme il le dit, lui aurait voulu un débat d'idées devant les militants, mais aucun n'est organisé dans le cadre de ces élections. « Les Jeunes Socialistes ont demandé pour en organiser un mais on leur a répondu qu'il n'y avait pas de salle. Plusieurs USC auraient aussi aimé qu'on en fasse. Mais à la place de ça, je me retrouve avec tout un tas de bruits autour de moi sans avoir la possibilité d'y répondre », regrette le Verviétois.
Mais s'il n'y a pas de débat, c'est parce que la candidature d'Alexandre Loffet est tombée très tard, réplique Claude Klenkenberg. « Lorsque j'ai annoncé la mienne, en bureau exécutif, il était là mais personne n'a moufté. Du coup, il n'y a jamais eu de demande de débat parce que tout le monde pensait que je serais seul. Il a attendu le dernier moment pour se déclarer », rapporte l'actuel président de la fédération.

> ***« Il n'y a pas eu de demande de débat car il s'est déclaré très tard »***
>
> Claude Klenkenberg

« JE NE SUIS LA MARIONNETTE DE PERSONNE »

« Je n'ai juste rien dit lors du bureau mais ça ne voulait pas dire que j'étais d'accord. J'étais en pleine réflexion. J'en ai juste marre que tout reste cloisonné entre certaines personnes sans l'avis des militants », expose Alexandre Loffet qui en profite pour régler quelques comptes. « J'ai vraiment été surpris par son agressivité. Ça fait plusieurs années que les USC ne vont pas bien et il ne fait rien. Et dire que je suis le candidat de Muriel Targnion et d'Enodia, c'est à mourir de rire venant de lui. Je ne suis la marionnette de personne et moi, je n'étais pas là lorsque les comités de secteur ont été créés et je ne suis en rien lié à l'intercommunale », se défend l'échevin verviétois.
Une chose est certaine, l'élection de ce samedi s'annonce déterminante.

LOÏC MANGUETTE

VERVIERS - AFFAIRE ENODIA/NETHYS

« Je n'ai fauté nulle part ! »

La bourgmestre de Verviers et présidente sortante d'Enodia, maison-mère de Nethys, Muriel Targnion (PS) estime ne pas avoir fauté dans dans le dossier de la vente des filiales de Nethys, Voo, Win et Elicio. Elle s'exprime dans un entretien accordé à L'Avenir mercredi.
« Je n'ai fauté nulle part, vraiment nulle part. J'ai juste travaillé comme présidente dans l'intérêt du groupe en m'informant de ce qui se passait chez Nethys et en travaillant beaucoup sur la scission de Resa », déclare la socialiste verviétoise.
Face à « un discours simpliste », elle tient à rappeler que le « monde politique liégeois, tout parti confondu, a voulu, à la fin de l'industrie sidérurgique, créer une entreprise concurrentielle à capitaux publics pour aller là où le privé va ». Elle cite 133 millions d'euros investis par les pouvoirs publics et une valeur de 3 milliards d'euros aujourd'hui ainsi que 1.000 emplois créés au départ et 3.000 maintenant. « C'est ça que je défends aujourd'hui. Rien n'a été opaque ».
Elle impute cette perception d'un groupe opaque au fait qu'il y ait beaucoup de sous-structures. Et de poursuivre en assurant que « tout ce qui a été acheté et vendu, toutes ces décisions stratégiques ont été prises par l'ensemble du monde politique liégeois ». Détaillant le système en question, elle reconnaît que ce « modèle unique » ne soit pas compris par le grand public ou le monde politique étranger à la province de Liège, tout en estimant que l'affaire des comités de secteur était « un vrai scandale ».
Concernant les ventes de Nethys, elle explique qu'une note stratégique a été rédigée à l'attention de Nethys, « avec l'accord de l'ensemble du monde politique wallon » posant 3 conditions pour la séparation des activités concurrentielles : le maintien de l'emploi et du siège social à Liège et la création de nouveaux tissus économiques à Liège. « Enodia a dit ok, il faut vendre, mais attention à bien rester attentif aux trois priorités essentielles », se défend encore Mme Targnion.

BELGA

Muriel Targnion s'est défendue sur les accusations. © Photonews

VERVIERS - PLACE VERTE

La halle démontée

C'est ce mercredi 16 septembre que la bien connue halle de la place Verte, où étaient installées voici quelques semaines encore la Sandwichomania (désormais Pont Saint-Laurent), Sam Snack (aujourd'hui installée rue du Brou) et le légumier Tinik (qui a lui fermé boutique), a été démontée.
« Des souvenirs qui s'en vont pour laisser place au renouveau de Verviers », a commenté l'échevin des Travaux, Maxime Degey. Tout n'était pas encore démonté ce mercredi en fin de journée.

OLNE – PESTICIDES INTERDITS

Olne veut engazonner ses cimetières

Gérer le bon entretien des cimetières n'est pas chose aisée, depuis que les communes ne sont plus autorisées à user de pesticides dans les champs funéraires : il faut se montrer innovant, si l'on ne veut pas être condamné à devoir utiliser des brûleurs, qui n'atteignent d'ailleurs pas toujours les racines. Pour faire face à ce défi, le collège communal d'Olne a rencontré des responsables de l'ASBL Ecowal afin d'étudier la possibilité d'utiliser un tracteur-tondeuse après ensemencement de gazon.
Avant de planter, il suffirait apparemment de passer avec un motoculteur pour autant que la couche de pierrailles soit inférieure à 4-5 cm. On sèmerait ensuite du gazon à croissance lente, que l'on pourrait tondre régulièrement. Avant de décider, l'échevin Marc Baguette explique qu'il conviendrait de tracer des zones tests en variant les semences, par exemple.
Autre changement à envisager : désormais se borner à des croix en pierre, sans y ajouter une pierre tombale, parallèle au sol. Cela faciliterait le passage du tracteur-tondeuse. « Ce ne serait pas moins de travail, mais un travail différent », explique Marc Baguette.
Dans l'opposition, on a approuvé. Dorian Kempeneers (Ecolo) souligne cependant qu'il faut expérimenter. Se cantonner à une recette toute faite serait, selon lui, courir à l'échec assuré.

Y.B.

À Froidbermont. © Y.B.